



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

**MANIFESTATION PARALLÈLE POUR LES JEUNES SUR LE
SOMMET DE L'AVENIR**

Thème :

« Transformer l'Afrique grâce à des solutions portées par les jeunes »

Déclaration (finale)

Par

Claver Gatete

**Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et
Secrétaire exécutif de la CEA**

**New York
20 septembre 2024**

Excellence Monsieur Uchizi Mkandawire, ministre de la Jeunesse du Malawi,

Mes chers collègues Secrétaires généraux adjoints des Nations Unies,

Monsieur Moumouni Dialla, Président de l'Union panafricaine de la jeunesse,

Mesdames et Messieurs,

Honorables délégués,

C'est pour moi un réel plaisir de prendre la parole à cette manifestation sur le thème essentiel de **« Transformer l'Afrique grâce à des solutions portées par les jeunes »**.

Il est également heureux que nous puissions poursuivre les discussions entamées en avril de cette année lors du Forum régional africain pour le développement durable (ARFSD), au cours duquel les jeunes du continent avaient exprimé leur vision de l'avenir, ce qui avait abouti

à la Déclaration de la jeunesse africaine sur le Sommet de l'avenir.

Mesdames et Messieurs,

Honorables délégués,

Nous nous réunissons dans le contexte du prochain « Sommet de l'avenir », qui nous offrira l'occasion de remodeler le paysage mondial et de tracer une nouvelle voie pour l'humanité.

L'Afrique y aura un rôle majeur à jouer.

Il est indéniable que l'avenir du monde est inextricablement lié à l'Afrique, qui compte une population jeune en plein essor. Il est aussi tributaire de l'insertion des jeunes du continent dans le marché du travail.

Avec une population estimée à 42 % du total des jeunes du monde à l'horizon 2030, la jeunesse africaine n'est pas seulement l'avenir, mais la force actuelle de notre

continent et elle doit jouer un rôle décisif dans l'élaboration de notre Pacte pour l'avenir.

Or, face à des réalités macroéconomiques difficiles, à des catastrophes climatiques qui consomment en moyenne 5 % du PIB de l'Afrique chaque année, à des niveaux d'endettement élevés et à d'importants obstacles au financement, une action urgente et réfléchie s'impose.

Le recul des perspectives d'emploi, conjugué à l'inadéquation des programmes d'enseignement et au manque d'investissement dans le développement des compétences, notamment numériques, offre peu de débouchés à la population africaine en âge de travailler, estimée à 1,6 milliard de personnes à l'horizon 2050.

Mesdames et Messieurs,

Honorables délégués,

Nos générations futures méritent mieux que cela.

La perspective d'une prospérité partagée ne doit pas rester rhétorique ou insaisissable, alors que l'Afrique présente au monde plus d'offres que n'importe quelle autre région.

Mais pour que nos offres deviennent des réalités, il faut une bonne formation, le développement des compétences et la transformation numérique.

La technologie fait partie intégrante de cette ambition.

Nous devons donc saisir les possibilités offertes par le pacte numérique mondial.

Au regard des défis mondiaux actuels, l'économie numérique de l'Afrique reste une richesse sous-exploitée.

À lui seul, le commerce électronique représentera un potentiel de 75 milliards de dollars d'ici à 2025, et l'intelligence artificielle devrait apporter 1200 milliards de dollars à l'économie africaine d'ici à 2030.

La transformation numérique nécessite toutefois des investissements.

Et il faut commencer par le commencement.

Alors que l'élargissement de l'accès à l'Internet devrait permettre de créer 44 millions d'emplois au cours de la prochaine décennie, seulement 37 % de la population africaine est connectée.

La disparité entre les sexes est criante à cet égard, avec 259 millions d'hommes de plus que de femmes qui utilisent l'Internet en 2022 (PNUD).

Il est donc essentiel de réduire cette fracture numérique.

Nous devons également mettre en place des systèmes éducatifs adéquats.

Investir dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques ainsi que dans les enseignements et formations techniques et professionnels

devrait être une priorité non négociable si l'on veut renforcer les capacités productives des jeunes et la compétitivité des pays.

Enfin, nous devons nous attaquer résolument au déficit énergétique chronique.

Mesdames et Messieurs,

Honorables délégués,

Nous avons d'importantes possibilités de renverser la situation, en commençant par des efforts concertés et délibérés pour concrétiser les promesses de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Nous ne saurions trop insister sur les opportunités sans précédent qu'offrent l'intégration régionale, la numérisation et le développement des énergies vertes.

Plus simplement, un marché commun africain offre d'importantes perspectives de création d'emplois et de

valeur ajoutée, non seulement pour l’Afrique, mais aussi pour le monde entier.

Nous pouvons développer des chaînes de valeur régionales et exploiter les avantages comparatifs de l’Afrique dans des secteurs comme l’agriculture, l’industrie manufacturière et les services, créant ainsi davantage de débouchés pour les jeunes.

Des initiatives innovantes telles que le SmartBots Lab du Gouvernement du Botswana, un centre de technologie et d’innovation destiné à stimuler la compétitivité et le développement socio-économique, constituent des références.

Pourquoi n’envisagerions-nous pas un avenir où nos chocolats proviendraient du Ghana et de la Côte d’Ivoire, notre énergie verte d’Afrique du Sud, nos batteries de véhicules électriques du Congo et de Zambie, et notre viande de bœuf du Sahel ?

Mesdames et Messieurs,

Honorables délégués,

Les jeunes de l'Afrique ont déjà démontré leur capacité d'innovation.

Nous sommes également conscients du rôle qu'ils doivent jouer.

Il serait impardonnable qu'ils échouent parce que nous n'avons pas pris les mesures qu'il fallait aujourd'hui.

Le Pacte pour l'avenir ne saurait rester une simple vue de l'esprit.

Il doit s'accompagner d'une rigueur intellectuelle, d'un plaidoyer permanent et d'alliances transfrontalières si l'on veut un changement porteur de transformation.

Nos jeunes doivent également demander des comptes aux dirigeants, promouvoir l'innovation et devenir des agents du changement.

À la CEA, nous nous engageons à soutenir la jeunesse africaine dans sa marche vers le progrès socio-économique.

Pour conclure, je tiens à remercier les organisateurs de cette manifestation - mes collègues de la CEA, du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, du Département de la communication globale, de l'Union panafricaine de la jeunesse et de la Commission de l'Union africaine, ainsi que le Gouvernement du Malawi, qui assure la présidence du comité technique spécialisé de l'Union africaine sur la jeunesse.

Je remercie également le Nigéria et les autres États membres pour leur soutien inestimable.

Ensemble, nous pouvons forger un avenir où la jeunesse africaine servira de fer de lance pour la marche du continent vers un monde meilleur et plus équitable.

Je vous remercie de votre aimable attention.